

Avenir de nos titres et de nos emplois : prenez vos responsabilités !

Nous, salariés de SCM, d'ASH, de JAD, de Pixel6TM, d'ATC et filiales, de Groupe6TM, tenons à exprimer par la présente notre vive inquiétude et notre désarroi quant à l'avenir de nos emplois et de nos titres.

Depuis le mois de décembre 2022 et les premières liquidations judiciaires au sein du groupe, les annonces brutales de la direction se multiplient, mettant les salariés dans une situation de détresse et de confusion, sans que des réponses ne soient données par la direction. Ainsi, à l'été dernier, l'entreprise avait déjà procédé à près de 130 licenciements.

À Paris, en juin 2023, la direction a ordonné aux salariés qui travaillaient dans ses locaux de la Tour Montparnasse de quitter les lieux brutalement, en moins de quinze jours, et d'intégrer un plateau loué sous-dimensionné. De nouveau, en mars 2024, elle les a transférés précipitamment (en moins d'une semaine) dans des locaux qui ne sont pas totalement achevés, comme les représentants des salariés ont pu le constater lors de leur visite du 4 mars 2024. Aujourd'hui encore, les salariés travaillent dans le froid, sans confort.

À Metz, les salariés sont confrontés à une situation de chantier permanent, des conditions de travail qui les contraignent à télétravailler, sans compensation puisqu'aucun accord de télétravail n'a été à ce jour finalisé entre les représentants et la direction.

Nos nombreux collègues en province qui travaillent à domicile, isolés, prennent ces nouvelles de plein fouet et n'ont parfois plus de responsable vers lequel se tourner.

Un flou organisé

Alors même que les sociétés sont en grande difficulté (redressements ou liquidations judiciaires), l'incertitude des salariés est renforcée par le fait que la gouvernance est instable : à la tête du groupe, les cadres dirigeants se succèdent. Les salariés apprennent au hasard des rumeurs et des conversations les départs et les arrivées, les informations données sont incomplètes, parcellaires et parfois contradictoires. Le mépris de la direction à l'égard des salariés est palpable et ajoute à la pénibilité de la situation.

Nous venons ainsi d'apprendre qu'après la mise en liquidation judiciaire de leur société, nos 12 collègues d'Info6TM, qui accomplissaient pourtant des tâches indispensables à la parution de nos publications, ont été licenciés sans la moindre proposition de reclassement. Pour nous, c'est intolérable !

Par ailleurs, aucune communication n'est faite sur la continuité des services qu'ils assuraient. De plus, Info6TM étant la société mère de trois sociétés éditrices, en dehors de JAD, toujours en cours de cession depuis septembre 2023, le destin d'ASH et de SCM ne nous a pas été précisé.

Les salariés naviguent donc à vue, sans cap ni perspectives, ce qui est source de détresse psychologique. Les incidents dans la chaîne de production se multiplient, faute d'anticipation de la part de la direction, mettant à mal la pérennité de nos titres : abonnements qui ne sont pas gérés, partenariats résiliés, imprimeurs, distributeurs ou prestataires non payés ou avec retard qui refusent d'exécuter les contrats.

À l'instar des magistrats de la chambre de commerce du tribunal judiciaire de Metz, les salariés souhaitent connaître rapidement la situation exacte du groupe et les décisions stratégiques envisagées par la direction pour le groupe ou ce qu'il en reste.

Ils veulent être consultés sur le plan de continuation de la direction et demandent la tenue d'une réunion générale au cours de laquelle seront débattus les éléments concernant leur avenir et celui des publications.

